



Municipales 2026 : la qualité de l'air intérieur, grande absente des programmes

7 millions d'enfants concernés, 40 000 morts par an... et toujours aucun débat sur la qualité de l'air intérieur.

“ **La QAI passe encore trop souvent sous les radars. Pourtant, c'est notre santé qui est en jeu au quotidien.** ”

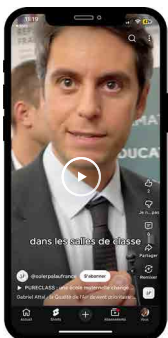
Léandre Roumagnac, maire de Villariès (31)

Chaque année en France, la pollution de l'air coûte 19 milliards d'euros¹ à la collectivité et provoque 40 000 décès prématurés². Elle déclenche des milliers de maladies chroniques et pourrait être responsable de 30 000 nouveaux cas d'asthme chez les enfants.

Dans le même temps, 7 millions d'élèves fréquentent chaque jour les 45 000 écoles françaises, où plus de 9 salles de classe sur 10 dépassent les recommandations de l'OMS en particules fines.

Et pourtant, à l'approche des municipales 2026, la qualité de l'air intérieur (QAI) dans les bâtiments publics reste quasi absente des programmes électoraux.

Un paradoxe majeur quand on sait que les Français passent 90 % de leur temps en intérieur. Cet enjeu de santé publique demeure un angle mort des politiques territoriales.



Quand les élus parlent qualité d'air intérieur.

« *La QAI devient prioritaire dans les écoles* »

▶ VOIR LA VIDÉO

Gabriel Attal, Député des Hauts-de-Seine, président du groupe Ensemble pour la République à l'Assemblée nationale

« *Les parents nous disent que les enfants se sentent mieux* »

▶ VOIR LA VIDÉO

Thierry Fabreau, Maire de Coëx et électricien de profession

¹Étude OQAI « Coût socio-économique de la pollution de l'air intérieur » <https://www.oqai.fr/fr/campagnes/cout-socio-economique-de-la-pollution-de-l-air-interieur>

²Étude Santé Publique France « Asthme, accident vasculaire cérébral, diabète... quels impacts de la pollution de l'air ambiant sur la santé ? Et quel impact économique ? » publiée le 29 janvier 2025

Un angle mort politique malgré l'urgence sanitaire

Asthme, troubles respiratoires, maux de tête, baisse de concentration : les conséquences d'un air intérieur dégradé sont désormais bien documentées. Les crèches, écoles, équipements sportifs, EHPAD ou encore bâtiments administratifs sont directement concernés.

Les plus jeunes sont particulièrement vulnérables. Dans les crèches, la question est encore plus sensible. Les tout-petits y passent parfois plus de dix heures par jour dans des espaces clos.

“ *La qualité de l'air intérieur n'est pas un sujet technique réservé aux spécialistes du bâtiment. C'est un véritable enjeu de santé publique. Les collectivités ont aujourd'hui une responsabilité claire vis-à-vis des usagers, et en premier lieu des enfants.* ”



Marion Boisset, Directrice Marketing & Communication de S&P France

“ *On ne peut pas faire reposer la QAI sur un simple geste humain. Pour des raisons évidentes de confort thermique, les fenêtres ne sont ni ouvertes au moment opportun ni à la fréquence nécessaire. Il est de la responsabilité des collectivités de mettre en place des solutions pérennes et automatisées,* ”

Marion Boisset

Isolation sans ventilation : un risque sanitaire croissant

La rénovation énergétique est aujourd'hui une priorité des collectivités. Mais un point essentiel est souvent sous-estimé : plus un bâtiment est isolé et étanche, plus la ventilation devient indispensable. Sans renouvellement d'air maîtrisé, l'amélioration thermique, paradoxalement, dégrade la qualité de l'air intérieur.

Longtemps, l'aération « naturelle » a été considérée comme suffisante. Or, dans la réalité, l'ouverture des fenêtres dépend d'un facteur humain : confort thermique, météo, bruit extérieur, etc. En hiver comme en été, cette solution montre rapidement ses limites en termes de confinement et de concentration de CO₂, bien au-dessus des seuils réglementaires, sans parler de son impact sur la facture énergétique.

Des obligations réglementaires déjà en place

Le décret du 27 décembre 2022 impose désormais une surveillance renforcée de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant du public, notamment scolaires : mesure du CO₂, autodiagnostic, plan d'actions correctives.

Le décret tertiaire fixe quant à lui des objectifs ambitieux de réduction des consommations énergétiques.

Pourtant, sur le terrain, de nombreuses collectivités reconnaissent connaître ces obligations sans les avoir encore pleinement intériorisées :

“ *On ne sait pas toujours ce qui est obligatoire, à quelle échéance et avec quels moyens financiers. Il y a encore beaucoup de travail de sensibilisation à faire auprès des élus* ”

Hélène Thévenin, maire de Choisey

Preuve que la question n'est pas celle de la prise de conscience, mais bien celle de la priorisation politique et de l'accompagnement opérationnel. Les textes existent. Les outils existent. Les solutions existent. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une priorisation politique claire.

L'inaction coûte plus cher que l'action

La facture annuelle de la pollution atteint 19 milliards d'euros. À horizon 2040, l'inaction pourrait représenter 200 milliards d'euros.

La pollution de l'air représente un coût socio-économique majeur pour la collectivité : dépenses de santé, absentéisme scolaire, absentéisme des agents, perte de performance.

À l'inverse, les solutions de ventilation performantes ne sont ni énergivores ni incompatibles avec les objectifs de sobriété, elles permettent d'atteindre ces objectifs. Concrètement, cela signifie qu'elles :

- Évacuent significativement les concentrations de polluants,
- Améliorent les capacités cognitives et réduisent l'absentéisme,
- Récupèrent jusqu'à **92 % d'énergie** grâce aux systèmes double flux,
- Génèrent **20 à 30 % d'économies sur les besoins de chauffage ou de rafraîchissement**.

La QAI ne doit plus être perçue comme une contrainte réglementaire, mais comme un investissement stratégique.

Écoles et crèches : un symbole électoral fort

En France, près de 7 millions d'enfants fréquentent quotidiennement les 45 000 écoles du territoire. On parle cantine bio, végétalisation des cours, rénovation thermique... mais qu'en est-il de l'air que les élèves respirent 6 à 8 heures par jour ?

Faire de la qualité de l'air intérieur un axe structurant d'un programme municipal, c'est agir concrètement pour la santé, l'égalité territoriale et la performance énergétique des bâtiments publics.

Municipales 2026 : trois engagements concrets pour les collectivités

S&P France appelle les candidats et élus locaux à intégrer dès aujourd'hui la qualité de l'air intérieur dans leurs priorités :

- > **Réaliser un audit QAI des bâtiments publics** (écoles, crèches, équipements sportifs, bâtiments administratifs).
- > **Intégrer systématiquement la ventilation dans les projets de rénovation énergétique.**
- > **Former les élus et services techniques aux enjeux de la qualité de l'air intérieur et aux solutions existantes.**

« Les municipalités ont la compétence, les industriels ont les solutions, les textes sont en place. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une volonté politique claire », conclut **Marion Boisset**.

À l'heure où la santé et le bien-être des citoyens s'imposent comme des priorités sociétales, la qualité de l'air intérieur ne peut plus rester la grande oubliée des campagnes municipales.

A propos de S&P France

S&P France, première filiale du groupe Soler et Palau, est l'un des leaders français du traitement de l'air depuis 1979. Reconnu pour la qualité et la fiabilité de ses produits avec un engagement fort pour l'innovation, S&P France anticipe les besoins d'un marché en constante évolution. Son objectif principal est de préserver la santé des personnes en mettant la qualité d'air intérieur (QAI) au cœur du développement de ses produits. Avec ses 27 sites de production, ses 40 filiales et ses 6 centres de R&D, l'offre de Soler et Palau couvre l'habitat individuel et collectif ainsi que le tertiaire et l'industrie.

Contact presse

Le Crieur Public
Mégane Klevezou – 06 32 61 78 96
megane.klevezou@lecrieurpublic.fr



Tous les communiqués de presse et visuels sont disponibles sur notre salle de presse.